

N° DP 25/627

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A LA SAS TOKYCROC RELATIVE UN DELAISSE DE VOIRIE A HYERES-LES-PALMIERS - CHEMIN DE LA MAUNIERE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 24/12/311 du 19 décembre 2024 relative à l'adoption de la tarification des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain,

VU la convention d'occupation temporaire, ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole est propriétaire d'un délaissé de voirie sis à Hyères-les-Palmiers (83400) chemin de la Maunière, d'une superficie de 156 m²,

CONSIDERANT que la SAS TOKYCROC a sollicité la Métropole afin de pouvoir occuper ce délaissé de voirie qui jouxte la parcelle cadastrée section CX n° 0024, sise à Hyères-les-Palmiers (83400) quartier Saint Martin, en vue de la création d'un complexe de padel,

CONSIDERANT que dans la mesure où ce délaissé de voirie dépend géographiquement du terrain sur lequel la société souhaite créer un complexe de padel et constitue donc une caractéristique particulière de la dépendance du domaine public, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'article L. 2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDERANT qu'en conséquence, la Métropole Toulon Méditerranée accepte d'octroyer à la SAS TOKYCROC une convention d'occupation temporaire relative à un délaissé de voirie sis à Hyères-les-Palmiers (83400) chemin de la Maunière, d'une superficie de 156 m² pour une période d'un (1) an, reconductible tacitement d'année en année sans pouvoir excéder 12 ans, moyennant une redevance annuelle de mille sept cent seize euros TTC (1716 € TTC),

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'occupation temporaire consentie à la SAS TOKYCROC relative à un délaissé de voirie sis à Hyères-les-Palmiers (83400) chemin de la Maunière, d'une superficie de 156 m² pour une période d'un (1) an, reconductible tacitement d'année en année sans pouvoir excéder 12 ans, moyennant une redevance annuelle de mille sept cent seize euros TTC (1716 € TTC).

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes seront inscrites à l'opération N° 60101, article N° 70323 Budget Principal 2025 (et suivants).

La présente Décision sera

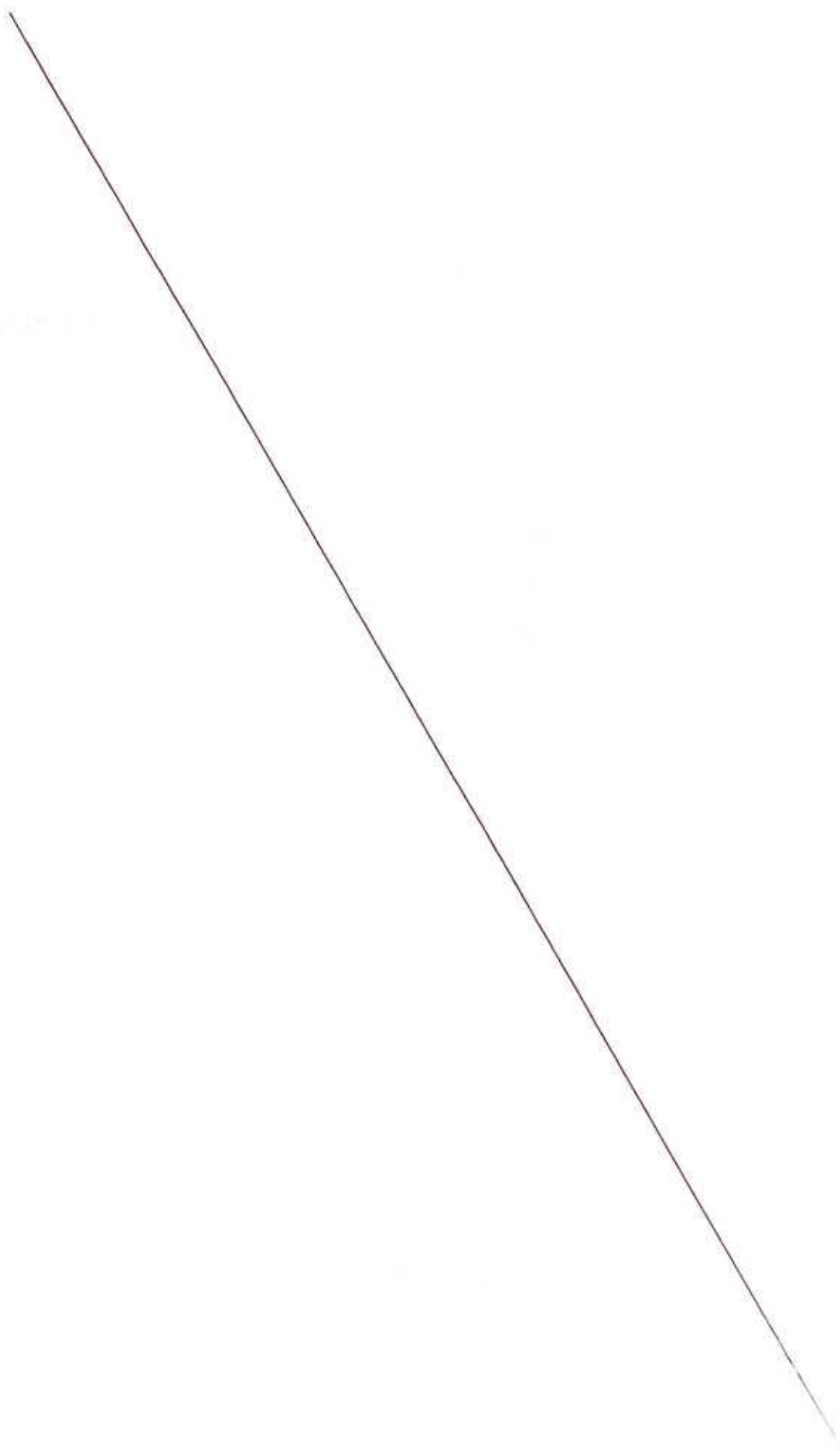
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 MAI 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
CONSENTIE A LA SAS TOKYCROC
RELATIVE A UN DELAISSE DE VOIRIE
D'UNE SURFACE DE 156 M²
SIS CHEMIN DE LA MAUNIERE
COMMUNE DE HYERES-LES-PALMIERS**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n° DP

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole TPM »

D'une part

ET

La SAS TOKYCROC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 930 695 929, domicilié à Hyères-les-Palmiers (83400), 57 chemin de la Maunière, représentée par Monsieur Olivier BUGETTE, Président, dûment habilité aux présentes

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole est propriétaire d'un délaissé de voirie sis à Hyères-les-Palmiers, chemin de la Maunière, d'une superficie de 156 m².

La SAS TOKYCROC a sollicité la Métropole afin de pouvoir occuper ce délaissé de voirie qui jouxte la parcelle cadastrée section CX n° 0024, sise à Hyères-les-Palmiers, Saint Martin, en vue de la création d'un complexe de padel.

Dans la mesure où ce délaissé de voirie dépend géographiquement du terrain sur lequel la société souhaite créer un complexe de padel et constitue donc une caractéristique particulière de la dépendance du domaine public, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'article L 21-22-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

En conséquence, la Métropole Toulon Méditerranée accepte d'octroyer à la SAS TOKYCROC une convention d'occupation temporaire dans les conditions fixées ci-après.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

L'Occupant est autorisé à occuper un délaissé de voirie sis à Hyères-les-Palmiers, chemin de la Maunière, d'une superficie de 156 m², appartenant au domaine public métropolitain en vue de son activité de padel au droit de son établissement, conformément au plan figurant en annexe.

La présente convention d'occupation est accordée à titre strictement personnel.

L'occupant ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du terrain mis à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception du Propriétaire, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

Article 2 – Durée de la convention :

La convention temporaire prend effet à compter de sa notification à l'Occupant.

Elle est conclue pour une durée de 1 an reconductible tacitement d'année en année sans pouvoir excéder 12 ans.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée – 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex.

Article 3 – Conditions financières :

L'Occupant versera une redevance annuelle, hors charges locatives, calculée et révisée chaque année, selon la tarification des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain votés en Conseil Métropolitain.

La redevance annuelle s'élèvera pour l'année 2025 à **mille sept cent seize euros TTC** (1716 € TTC), calculée selon le détail ci-après :

- Occupation terrain : 11 € TTC / m²/ an x156 m²

Elle sera calculée au prorata du temps d'occupation la première et la dernière année d'occupation.

L'Occupant devra seul supporter la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à laquelle sont actuellement assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

L'Occupant pourra être assujetti du fait de l'utilisation de l'espace occupé au paiement de l'impôt foncier, au prorata de la superficie occupée si les taxes sont globalisées et demandées à la Métropole TPM.

L'Occupant fera son affaire personnelle de tous contrats, abonnements pour les services en eau, énergie, télécommunication et autres afférents à ce bien.

Article 4 – Conditions d'occupation :

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée dans les lieux sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement, et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout trouble à l'ordre public.

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas l'occupant d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme, de l'environnement, etc.

L'Occupant est tenu de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

Il sera tenu pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité du Propriétaire.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements :

- d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,
- sur les dépôts de matières dangereuses, la sécurité des installations et notamment électriques,
- aux lois relatives à l'hygiène, aux établissements recevant du public et à la sécurité du travail et des installations.
- relatifs à la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité.

Le Propriétaire ne prenant aucun engagement pour la surveillance des locaux, ne sera pas responsable de vols, cambriolage ou actes délictueux.

L'Occupant veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Il en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

Article 5 – Etat des lieux :

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal des lieux. Contresignés par les deux parties, ces documents seront annexés à la présente convention.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

Article 6 – Travaux :

L'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés à l'article 1, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel éventuel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

Article 7 – Responsabilité de l'Occupant :

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Article 7 – Assurances :

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Les polices d'assurance souscrites par l'occupant devront obligatoirement comporter une clause de renonciation à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée aussi bien de la part de l'occupant que de celle de ses assureurs et engagement de garantir tous recours susceptibles d'être formés contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

7-1 : Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, l'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant le Propriétaire contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

7-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

7-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 8 – Résiliation de la convention :

La présente convention d'occupation sera résolue de plein droit, après une mise en demeure adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect de l'une des conditions stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par le Propriétaire et l'Occupant, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 3 mois.

La cessation de l'activité autorisée sur l'emprise de la présente convention implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

Article 9 – Election de domicile :

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

Article 10 – Informatique et Libertés :

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Président de la
SAS TOKYCROC

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Olivier BUGETTE

Jean Pierre GIRAN



MAÎTRE D'OUVRAGE SAS TOXICIDOC CHEMIN DE LA MAUNIERE 83400 HYÈRES	MAÎTRE D'OEUVRE ATELIER ARCHITEL SKID Architectes associés Sandrine Larnaud & Laurent Jamblin 12 Impasse de la Fauconnerie, 83200 Les Palmes TEL : 0694083326 MAIL : contact@atelierarchi.fr	CREATION D'UN COMPLEXE DE PADEL Chemin de la Maunière Hyères 83400					N° du plan 5
		Code	Date	Phase	Echelle	DOC	
		1	03/04/2025				

